

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Postes d'enseignants : Il n'est pas question qu'il y ait des suppressions dans le budget 2026 (Sophie Vénétitay, Snes-FSU)

Emmanuel Fontaine

7-9 minutes

"Le contexte budgétaire est très inquiétant", indique Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du Snpden-Unsa, interrogé jeudi 21 août 2025 au micro de France Inter sur la rentrée scolaire. Un pessimisme partagé par Grégoire Ensel, vice-président la FCPE, qui alerte sur "un manque de moyens criant pour l'école inclusive". Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, assure d'ailleurs que les professeurs ne seront pas assez nombreux "toute l'année" face aux besoins, et demande des "décisions fortes" et "plus qu'un signal politique" pour améliorer l'attractivité du métier.



Interrogée le 21 août 2025 sur France Inter, Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU demande des "décisions fortes" pour améliorer l'attractivité du métier d'enseignant.
MaxPPP - IP3 Press/MaxPPP

"Nous n'aurons vraisemblablement pas un professeur devant chaque classe à la rentrée, ni un professeur devant chaque classe tout au long de l'année", estime jeudi 21 août 2025 la secrétaire générale du Snes-FSU Sophie Vénétitay dans une [interview](#) sur France Inter.

"Il est urgent qu'il y ait plus qu'un signal politique" (Snes-FSU)

Pour l'enseignante en sciences économiques et sociales, "encore une fois nous allons bricoler" du fait que "les concours de recrutement n'ont pas fait le plein : c'est près d'un millier de postes d'enseignant qui n'ont pas été pourvus parce que notre métier n'est pas suffisamment attractif". Mais pour elle, "ce n'est pas en recrutant des contractuels que l'on

va y répondre."

Elle évoque une crise devenue structurelle en quinze ans, en raison d'une "multitude de facteurs : question salariale, conditions de travail, place sociale". Autant d'éléments qui "ont été profondément dégradés ces dernières années et sur lesquels il est urgent qu'il y ait plus qu'un signal politique, avec des décisions fortes pour qu'enfin l'école occupe une vraie place dans ce pays, une place centrale."

Car l'Éducation nationale, poursuit-elle, "tient aujourd'hui par le dévouement des personnels, ce n'est pas normal, nous devrions avoir tout un environnement qui est propice à faire réussir les élèves. Vous voulez faire une sortie scolaire, on vous dit qu'il n'y a plus d'argent pour louer un car. Le pass culture [a été] supprimé ([lire sur AEF info](#)). Tout ce qui est fournitures, il n'y en a plus à cause des restrictions budgétaires. Aujourd'hui l'Éducation nationale est à l'os".

le contexte budgétaire est très inquiétant (SNPDEN-Unsa)

Un point de vue partagé par Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa : "c'est bien la question des remplacements et des affectations toute l'année sur laquelle il faudrait être vigilant, car en l'occurrence il y a eu une vraie dégradation l'année dernière". Il assure également qu'il faut "travailler la question de l'attractivité" car l'école "souffre beaucoup de l'absence de personnels" hors enseignants. "Cela va prendre du temps, mais il faut vraiment s'engager" sur cette problématique, ajoute-t-il. Néanmoins, "cela coûte beaucoup d'argent et malheureusement le contexte budgétaire est très inquiétant", continue-t-il, avec l'idée que le nombre d'agents puisse être "revu à la baisse".

Une ligne rouge pour la secrétaire générale du Snes-FSU : "Depuis 2017 dans les collèges et lycées il y a eu 8 000 élèves en plus pour 8 800 postes et emplois supprimés. C'est faux de dire que ce gouvernement suit la démographie, il suit une boussole budgétaire. Or on ne peut pas se dire qu'on va encore supprimer des postes d'enseignants, on a besoin de travailler au plus près des élèves, en petits groupes, pour préparer les citoyens de demain. Tout le monde voit bien la complexité du monde dans lequel on vit, cela nécessite plus d'enseignants. [...] Il n'est pas question qu'il y ait des suppressions de postes dans le budget 2026. S'il y en a, on se mobilisera."

Grégoire Ensel, vice-président la FCPE, alerte de son côté sur "un manque de moyens criant pour l'école inclusive". Il observe les parents qui "témoignent de la difficulté à pouvoir intégrer leur enfant et à faire valoir leur droit", et ce d'autant plus "dans des classes où les effectifs sont trop importants pour permettre une bonne intégration".

la convention citoyenne, un moyen de "faire diversion" pour Emmanuel Macron (Snes-FSU)

Quels autres changements sont attendus à partir du 1er septembre ? Pour Bruno Bobkiewicz, "il y a toujours des nouveautés, là ce sera les modalités d'obtention du DNB ou encore la nouvelle épreuve de mathématiques". Bien qu'il s'agisse davantage d'un "impact des modalités d'examen que de réformes profondes", il n'empêche que "ce dont les Perdir souffrent, c'est bien de cette logique de changement permanent".

Quant aux rythmes scolaires et la convention citoyenne sur les temps de l'enfant ([lire sur AEF info](#)), Sophie Vénéitay "a bien vu la manœuvre du président de la République, qui l'a lancée en disant que les vacances d'été sont trop longues. C'est faux, la France n'a pas les vacances d'été les plus longues. Il cherche à faire diversion au regard de l'état terrible et désastreux de l'école publique. "Un serpent de mer, rétorque à nouveau Bruno Bobkiewicz. Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est qu'en réalité il n'y a pas de solution idéale."

Un droit à la déconnexion pour "mettre fin au Far West numérique" (FCPE)

Pour Grégoire Ensel, le droit à la déconnexion décidé par Élisabeth Borne ([lire sur AEF info](#)) "vient mettre de la régulation et mettre fin au Far West numérique". Il considère que "geler les ENT va permettre de faire baisser la pression" dans les établissements et dans les familles, ce qui est salubre pour le climat scolaire.

De son côté, Sophie Vénétiay explique qu'il s'agit "de penser la place du numérique dans l'EN", ce qui impose également "une réflexion sur l'IA, qu'il faut aborder avec un principe de précaution". Mais surtout, "cela revient aussi à ce qu'est la charge le temps de travail des enseignants, plus de 40 heures par semaine selon les enquêtes du ministère ([lire sur AEF info](#)). Cette charge de travail s'est accrue, cela entre en compte dans la dégradation de nos métiers, de ce qui pèse au quotidien, des conditions de travail". Avoir moins d'élèves par classe permettrait dès lors de les améliorer, plaide-t-elle.

Le programme EVARS, une "victoire face à toutes les pressions" (SNES-FSU)

Malgré toutes ces difficultés, Sophie Vénétiay souligne la "note d'espoir" qu'a pu caractériser la publication du programme Evars ([lire sur AEF info](#)) l'an dernier et dont la mise en œuvre interviendra dès le 1er septembre :

"C'est une victoire face à toutes les pressions des conservateurs, des réactionnaires, et c'est aussi notre fierté d'enseignant de porter ce programme. Il y a eu un vrai travail de concertation, c'est la preuve que quand on écoute les personnels les choses peuvent avancer. Mais pour cette année, il ne faut pas se limiter à ce programme d'Evars et qu'on ait vraiment enfin un ministre qui nous écoute."